

La "nouvelle morale moderne" va-t-elle devoir revoir ses prétentions hégémoniques à la baisse ?



Cette semaine, Gilles-William Goldnadel revient aussi sur la polémique autour de la pilule de 3e et 4e générations et sur les OGM.

Avec Gilles-William Goldnadel

D'une certaine manière, le grand succès de [la contestation publiquement opposée au mariage unisexe](#) incarne la démonstration, in vivo, de ce que j'essayais de dire la semaine dernière.

Le pouvoir en place, qu'il soit politique, médiatique ou artistique s'imaginait que l'union officielle gay passerait, comme lettre à la poste.

Il était en effet légitime à le croire, tant la pression de la "nouvelle morale" était forte.

Elle s'appuyait sur le magistère de la modernité, de la générosité et de l'intelligence réunies.

Sur l'exemple, aussi, de quelques démocraties dites "avancées", autrefois sous le joug de l'obscurantisme catholique et fasciste associés dont l'Espagne est aujourd'hui la pointe.

On pouvait donc, à supposer d'avoir seulement à y songer, se représenter une opposition conservatrice suffisamment tétanisée qu'elle tenterait, elle aussi, de monter discrètement dans les derniers wagons du train en marche vers le progrès.

Mais c'est fini, car ce train-là est en train de dérailler sous nos yeux.

D'abord, parce que, ainsi que je le disais, une grande partie des voyageurs ne nourrissent plus ce complexe de rater le train. Ils ont enfin compris qu'il s'agissait d'un train fou lancé à toute vitesse par des conducteurs ivres de leur seul pouvoir vers une destination dont ils savent désormais qu'elle ne mène nulle part sinon que vers le pire.

Sans être experts en matière ferroviaire, les voyageurs décomplexés, qu'ils croient au ciel ou qu'ils croient à la terre, préfèrent désormais s'en remettre à un principe de précaution naturel, au Code Civil, à la tradition et même à leur bon sens, tellement moqué qu'ils n'en n'ont plus honte, plutôt qu'à des aiguilleurs irresponsables ou à des chefs de gare autoproclamés.

Ensuite, et c'est également ce que je suggérais, parce que l'exaspération ou, mieux encore, la gauserie devant la cuistrerie ou l'impudence désormais aveuglantes des déraailleurs professionnels n'est plus seulement l'apanage de quelques intellectuels irrévérencieux et téméraires.

Il faut dire, qu'en matière d'impudence, la clique des déraailleurs raillés, tellement ivre qu'elle en est imbue, aura réussi à atteindre le

chef-d'œuvre dans un domaine où pourtant elle excelle.

La palme académique revenant, sans conteste, à notre ministre de l'Education nationale appelant à la neutralité un membre de l'enseignement catholique, tandis que sa collègue préposée à la propagande poussait le zèle professionnel jusqu'à célébrer les bienfaits du mariage homo jusque sous le préau d'une école républicaine.

Le temps où cette aberrante contradiction était passée sous silence est aujourd'hui révolu. Il n'y a que M. Peillon ou Mme Vallaud-Belkacem pour ne pas s'en être encore aperçu.

Mais cessons ici de tirer sur cette ambulance gouvernementale déjà criblée de balles, pour nous concentrer sur ce que, sur le fond, cet appel grandiloquent à la neutralité dans le privé avait d'inconvenant de la part d'une éminence socialiste.

Qui donc, en effet, aura plus sapé la neutralité du service public français que cette gauche en majesté ? Dans l'enseignement d'abord : ceux qui me lisent et l'ont vécu savent aussi bien que moi la manière franche ou insidieuse dont la majorité des enseignants du service public ont distillé sans grand chichi leur conception du monde aux enfants sous l'influence impériale de leur magistère moral et intellectuel.

Dans l'information audiovisuelle ensuite : j'ai écrit, ici même et à plusieurs reprises, combien le simple appel à la neutralité de ce service public était susceptible de susciter le fou-rire d'un personnel sans contrôle déontologique véritable. Et ce n'est pas la nomination du chef de cabinet de Lionel Jospin à la tête de l'organisme très théoriquement chargé de l'exercer qui devrait changer cet état de fait encore trop peu contesté.

Dans le domaine judiciaire enfin, où nombre de magistrats, sans même toujours s'abriter hypocritement derrière un bouclier syndical, auront livré publiquement leur conception personnelle de la justice pénale, sans la moindre crainte d'être inquiétés tant celle-ci était en phase avec l'idéologie dominant précisément les médias.

Mais il y avait aussi dans la remontrance hautaine à l'enseignement catholique de M. Peillon, faisant suite aux remarques de Mme Duflot, un aspect outrancièrement sélectif qui aura heurté, les moins calotins et les moins bigots des Français. Ceux là ont bien compris que cette insolence injuste et injustifiée envers celle qui est toujours la première religion de France, n'a d'égal que l'obséquiosité révérencieuse avec laquelle les mêmes s'adressent à la seconde.

Peut-être, allez savoir, y aurait-il, de temps à autre quelques observations à lui faire, notamment quant à son obligation de se démarquer plus franchement de sa frange radicale.

C'est dans le même esprit, typique de cette dilection pour l'altérité, qu'il fallait ranger l'article ahurissant d'Olivier Py publié par le Monde et dans lequel ce comédien très néo-conformiste faisait samedi dernier la leçon aux seuls catholiques opposés au mariage gay : "Imagine-t-on, écrivait-il naïvement, les musulmans interdire le jambon au nom de leur foi ?"

Outre que je ne sache pas que les pays dans lesquels la religion officielle est islamique autorisent le mariage entre gens du même sexe, je signalerai pour l'anecdote à M. Py, en mal d'imagination, cet article du Figaro daté du 9 janvier et dans lequel Delphine Minoui, correspondante au Caire, relate ce grand succès d'un café "halal" qui séduit la jeunesse cairote... précisément parce qu'il pratique la ségrégation entre les sexes et bannit jambon, alcool et tabac.

Même Civitas n'en demande pas tant...

Reste la détermination de François Hollande à résister "à la pression de la rue".

Pour le dire franchement et sans ironie, je suis sensible à la remarque présidentielle.

J'ai écrit ici même, au lendemain de l'intronisation du candidat socialiste, combien je considérais comme infondée toute critique qui viendrait à lui reprocher d'appliquer le programme sur lequel il a été élu démocratiquement. Et nul ne peut nier qu'y figurait expressément le mariage homosexuel.

Les Français n'auront donc pas été pris par surprise et il appartenait à l'opposition d'imposer le débat sur cette question sociétale primordiale, ce qu'elle s'est bien gardée de faire.

J'écris cela, non seulement par honnêteté intellectuelle, mais encore parce que je suis las de cette fatalité française à voir le pouvoir élu empêché d'appliquer la politique promise et choisie.

Les déçus du sarkozysme me comprendront.

Mais, à ce triste constat, deux observations à contrecœur :

- Ce qui, semble-t-il, galvanise l'ardeur contestataire des défenseurs de la famille traditionnelle, c'est, précisément, la manière hautaine et souvent inutilement insultante qui les taxe d'intégristes ou d'homophobes.

- Surtout, la gauche française est particulièrement illégitime à venir se plaindre des excès d'une société "post-démocratique" qu'elle a créée, elle qui aura tout fait pour favoriser le diktat par la rue ou par la grève, des minorités syndicales ou associatives parfois violentes, en dépit du verdict solennel des urnes, fondement même de toute démocratie pacifique.

Compliments à Pascale Kremer du Monde (11 janvier) pour sa remarquable enquête sur "ces médecins liés au labos", dans le cadre de cette polémique qui enflé sur la dangerosité des pilules de troisième et quatrième génération. La journaliste épingle sévèrement le très médiatique docteur Israël Nisand qui entretenait des relations étroites avec certains laboratoires et vantait sans vergogne encore en 2012 les bienfaits de pilules depuis longtemps mises en question.

A ce sujet, Damien Mascret rappelle opportunément dans le Figaro du 12 janvier qu'à plusieurs reprises depuis 1995, et en particulier en 2001, son journal dénonçait déjà dans un long article le paradoxe des pilules de troisième génération plus chères et plus prescrites : "Après plus de 5 ans de polémiques, le risque accru de thrombose veineuse lié à l'usage des pilules de troisième génération est désormais parfaitement reconnu par la communauté scientifique".

Compliments à Marc Mennessier qui, dans le même Figaro, le 10 janvier révèle "les liaisons dangereuses" du professeur Gilles Éric Séralini pour avoir collaboré avec une société de phytopharmacie liée à un mouvement anciennement qualifié de sectaire.

Dois-je rappeler que ce scientifique aura atteint la célébrité mondiale depuis la publication en septembre dernier d'une étude, aujourd'hui réfutée entièrement, prétendant démontrer la nocivité des maïs OGM sur des rats ?

Le Nouvel Observateur aura consacré sa couverture montrant les rongeurs ravagés pour alerter sur les dangers attribués aux OGM, bêtes noires des Verts et associés.

Selon Gil Rivière-Wekstein, auteur d'une enquête fouillée "le professeur Séralini passait une partie non négligeable de son temps à promouvoir les produits dits de détoxification de Seven Pharma, que ce soit lors d'un séminaire de formation organisée par le Criigen de Corinne Lepage (dont il est le directeur scientifique) ou de colloques sur les médecines alternatives".

C'est Corinne Lepage, suivie par tous les Verts qui auront tenté de faire la promotion du rapport Seralini, avant que celui-ci soit totalement battu en brèche.

Pendant ce temps, le célèbre écologiste Mark Lynas, surnommé par le Figaro du 10 janvier "le José Bové anglais" prononçait le 3 janvier lors de la célèbre Oxford Farming Conférence un acte de contrition curieusement passé sous silence de l'autre côté de la Manche : "Je regrette d'avoir passé plusieurs années à arracher des cultures d'OGM. Je suis également désolé d'avoir aidé le mouvement anti OGM à démarrer au milieu des années 1990 et d'avoir ainsi contribué à diaboliser un outil technologique important qui peut être utilisé au bénéfice de l'environnement".

Dénonçant les "préjugés aveugles" de ses anciens compagnons de lutte, ils les exhortent "à ne plus barrer la voie aux innovations modernes dans l'agriculture et à laisser les autres agir pour nourrir la planète de manière durable".

Question profane : pendant combien de temps encore va-t-on enfumer le public pour des motifs idéologiques ou mercantiles. Ou pour ces deux motifs à la fois ?

Enfin, je signale qu'un certain Mathieu Kassovitz, se disant encore cinéaste, esprit semble-t-il très critique puisqu'allant jusqu'à nier les événements du 11 septembre 2001, quoique réfutant fermement la critique négative de ses propres réalisations, à la libido audacieusement créatrice puisque désirant "enculer le cinéma français", aurait quitté le territoire national "mais en aucun cas pour des raisons fiscales".

Je me permets de le signaler, car son départ n'aura inspiré aucune émotion ni commentaires particuliers. Pas même de M. Torreton.